

Union africaine – Union européenne : revoir les termes du contrat

20.01.2022 Union africaine – Union européenne : revoir les termes du contrat

Les 17 et 18 février à Bruxelles, le 6e sommet UA – UE sera placé sous le signe du redressement des économies touchées par la crise du Covid-19. Afin que la coopération Nord-Sud reste, pour l’Afrique, la voie la plus sûre vers le développement, il convient de fixer de nouvelles règles.

Nelson Mandela, Julius Nyerere, Kenneth Kaunda, Félix Houphouët-Boigny, Léopold Sédar Senghor, Abdou Diouf... Les grands fondateurs de l’Afrique moderne ont tous, chacun à leur manière, rêvé d’une Afrique plus fraternelle, réconciliée avec un monde et une Europe solidaires dans la construction de son avenir. La déclaration Schuman de mai 1950 fait du développement de l’Afrique un des objectifs de la construction européenne elle-même. Cette coopération est, pour le continent, la voie la plus sûre vers un développement durable et pleinement maîtrisé.

À LIRE Afrique-Europe : le sommet UE-UA est reporté à 2021

Le FMI, qui envisage de revoir à la baisse ses prévisions de croissance mondiale en raison d’une énième nouvelle vague de Covid-19, évalue à 245 milliards de dollars les besoins de financement extérieur nécessaire au rattrapage des détériorations dues au coronavirus dans les seuls pays africains à faible revenu, pour la période allant de 2021 à

2025. Le chiffre correspondant pour l'ensemble de l'Afrique subsaharienne est de 425 milliards de dollars. Les efforts entrepris pour le réaménagement de la dette extérieure devront être poursuivis et accentués. Ils pourraient donner lieu à une conférence internationale, à laquelle participerait la Chine.

L'allocation de 650 milliards de dollars de droits de tirage spéciaux (DTS) émis par le FMI ne leur apportera, dans le cadre des règles actuelles, que 23 milliards de dollars. Il est évident que le soutien des financements publics sera insuffisant.

Réforme financière internationale

Subséquent, il convient d'associer entreprises et sociétés civiles aux programmes entrepris. C'est le « chaînon manquant » de la coopération. Il est temps d'y remédier, au moment où la jeunesse africaine – à condition que des chances de formation de qualité lui soient offertes – manifeste un remarquable dynamisme entrepreneurial. À cet égard, la récente réunion de Montpellier, en France, offre un signal salutaire.

« UNE BANQUE CENTRALE MONDIALE DEVRAIT ÊTRE HABILITÉE À ÉMETTRE ET À GÉRER LA MONNAIE DU MONDE »

Nous devons donc travailler ensemble à une réforme financière internationale au service de la stabilité et du développement. Pourtant, dans les conditions actuelles, l'équation financière de la reprise de la croissance en Afrique est encore

inaboutie. Une réflexion se développe actuellement au conseil d'administration du FMI sur les moyens d'accroître l'efficacité de cette injection de liquidités en la redirigeant vers les pays qui en ont le plus besoin. Nul doute, compte tenu du consensus qui est en train de se former, que le Fonds parviendra à une solution convenable.

À LIRE Abebe Aemro Selassie : « L'Afrique a changé. Le FMI aussi ! » (2/5)

Il en résulte que l'Afrique et l'Europe devront s'attacher à une rénovation fondamentale du système financier et monétaire mondial. Il s'agirait désormais de travailler à la réalisation, pour ce monde nouveau, du vieux rêve de Keynes, lequel écrivait en 1930 : « Le système idéal consisterait sûrement dans la fondation d'une banque supranationale qui aurait avec les banques centrales nationales des relations semblables à celles qui existent entre chaque banque centrale et ses banques subordonnées. » On peut aussi imaginer que ce nouveau Fonds se rapproche de ce que pourrait être une Banque centrale mondiale habilitée à émettre et à gérer, en étroite concertation avec les autres Banques centrales, la monnaie du monde.

Une représentation décente de l'Afrique à l'ONU

Il convient également de promouvoir une réforme de la gouvernance mondiale assurant à la fois la mise en œuvre des Objectifs de développement durable (ODD) – en particulier la lutte contre le changement climatique dont l'Afrique est la principale victime – et d'une ambitieuse initiative « paix en Afrique ». Il est temps de reconnaître le poids des pays

émergents et la place des organisations de la société civile, tout comme celui des entreprises, dans la conduite des affaires mondiales.

L'Europe et l'Afrique doivent donc se donner aussi pour objectif de travailler étroitement ensemble à la rénovation de la gouvernance bousculée après la violente remise en cause du multilatéralisme par l'administration Trump. Dans ce domaine non plus, il ne saurait être question de rebâtir à l'identique : le monde n'est plus celui de la conférence de San Francisco ou de Bretton Woods. Il est devenu multipolaire, digital et interconnecté. Les prérogatives des cinq puissances du Conseil de sécurité et les pratiques diplomatiques traditionnelles ont montré leurs limites. Il est temps de reconnaître le poids des pays émergents et la place des organisations de la société civile tout comme celle des entreprises dans la conduite des affaires mondiales.

« L'EUROPE EST APPELÉE À MENER UNE RÉFORME DE LA GOUVERNANCE MONDIALE. LE SOUTIEN AFRICAIN LUI SERAIT PRÉCIEUX »

Pour cette rénovation, le couple Afrique-Europe pourrait alors jouer un rôle majeur et se donner notamment pour objectif d'assurer une représentation décente de l'Afrique au Conseil de sécurité et dans toutes les autres instances de l'ONU. Il s'agirait aussi de réformer le G20 pour lui offrir la légitimité mondiale qui lui manque tant aujourd'hui.

Nul n'ignore aujourd'hui que l'Afrique est aussi victime du changement climatique. Pour tenter d'en atténuer les effets dévastateurs, une réforme profonde de la gouvernance mondiale

est une tâche à laquelle l'Europe sera appelée. Le soutien africain lui serait donc précieux. Et d'autant plus justifié que l'Afrique est la première victime de la faiblesse du système actuel. Une initiative « Paix pour l'Afrique » devrait pourtant dominer toutes les autres avant même que la réforme d'ensemble du système ait pris tournure. En effet, des conflits internes ou internationaux continuent d'être la plaie infectieuse de l'Afrique : millions de déplacés, de réfugiés cherchant à fuir, parfois captifs de réseaux criminels pour franchir la Méditerranée. Il s'agit donc de mettre en place les conditions sine qua non de sécurité et de paix, hors desquelles il n'y a pas de place pour un développement durable dans le continent.

Associer la Chine

Pour davantage d'efficacité, il faudra négocier une ouverture concertée à d'autres partenaires publics susceptibles de s'associer à cet effort commun. Soyons clairs : il s'agit principalement ici de nous interroger sur l'association de la Chine à ce partenariat Afrique-Europe si profondément renouvelé. Sans s'attarder sur des débats théoriques, il s'agirait de rechercher des voies d'échanges et de dialogues concrets. Les enceintes multilatérales de financements des infrastructures (AIIB et CDB en Chine, et AFD et BEI en Europe) pourraient s'y prêter et toute occasion de mener conjointement des projets significatifs pourraient permettre de mettre au point des pratiques gardant ouverte pour l'Afrique une source majeure d'échanges et de financement dans le respect des valeurs des uns et des autres.

À LIRE Comment la Chine et les États-Unis se disputent l'Afrique

Est-il trop tôt pour parler d'une recomposition du monde née des tensions entre la Chine et les États-Unis ? D'aucuns évoquent déjà une nouvelle « guerre froide », alors que pendant ce temps la trajectoire d'un réchauffement climatique à + 2 degrés tient tout autant d'un piège mortifère. Reste que l'émergence de l'Afrique appelle un renouveau puissant de la gouvernance mondiale. Celle-ci ne sera effective qu'à la seule condition d'être portée par l'Europe, qui se doit d'endosser pleinement « le rôle d'acteur géopolitique ».

Source

: <https://www.jeuneafrique.com/1298073/economie/union-africaine-union-europeenne-revoir-les-termes-du-contrat/>